

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

UN PONT ENTRE LA SYRIE ET LA TURQUIE : LES DIPLOMATIES DES ALAOUTITES ARABES DE TURQUIE DE 2002 À NOS JOURS

PAR

AGHIAD GHANEM (*)

« Les relations turco-syriennes ayant été rompues par la Turquie, c'est le CHP (Parti de la république et du peuple) qui est devenu un pont entre les peuples syrien et turc. » (1) Ce sont les mots d'Aytuğ Atıcı, député de Mersin à la Grande Assemblée nationale turque (TBMM), alors qu'une délégation de son parti rend visite à Bachar el Assad en mars 2013. Deux années auparavant, les relations turco-syriennes avaient connu un bouleversement, lorsque Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre, est passé d'une politique de pressions sur Assad, pour l'inciter à engager des réformes, à une rupture complète avec le régime syrien.

Cette délégation est intéressante à plusieurs points de vue. Elle témoigne, d'abord, d'un souci qu'on pourrait qualifier de diplomatique, soit celui d'entretenir un lien entre deux États, deux peuples, séparés par une rupture officielle. Ce n'est pas la première initiative qui va dans ce sens : durant les deux années précédentes, deux autres délégations du parti avaient effectué un voyage en Syrie pour rencontrer des personnalités officielles, dont Bachar el Assad lui-même. À y regarder de plus près, ces délégations montrent également l'influence des Alaouites arabes de Turquie (*Arap Alevileri*) dans cette démarche de médiation entre les deux États. En effet, près de la moitié des membres de ces délégations est issue de ce groupe arabophone qui, proche des Alaouites syriens, représente environ 1% de la population turque, dans les régions de Hatay, Adana et Mersin principalement. À titre d'exemple, la première délégation de ce type, conduite par Faruk Loğoğlu, alors vice-président du parti en charge des affaires étrangères, était constituée, en plus d'Aytuğ Atıcı, déjà mentionné, de Mehmet Ali Ediboğlu et Refik Eryılmaz, députés de Hatay, tous deux

(*) Doctorant à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) rattaché au Centre de recherches internationales (CERI, France).

(1) « Esad ile görüşen CHP heyeti Türkiye'ye döndü » (La délégation CHP qui rendait visite à Assad est rentrée en Turquie), *Hürriyet*, 8 mars 2013 (en ligne : <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/esad-ile-gorusen-chp-heyeti-turkiyeye-dondu-22766246>, consulté le 5 janvier 2020).

alaouites, auxquels s'ajoutaient Hasan Akgöl, lui aussi député de Hatay, et le député de Gaziantep Ali Serindağ. Ce souci de participer aux relations turco-syriennes n'est pas nouveau. Dès le premier mandat du Parti de la justice et du développement (AKP), alors qu'un rapprochement s'amorçait entre les deux pays, des initiatives se manifestaient dans ce sens, à l'image de l'Amicale des écrivains turcs et syriens, fondée en 2003 par Mehmet Karasu, président du Syndicat des écrivains de Hatay en Turquie, lui aussi alaouite.

La littérature existante autour de la diplomatie des acteurs religieux échoue à qualifier ces activités. Cela, par la réduction qu'elle opère. En effet, du fait du souci légitime de ne pas essentialiser les catégories ethniques ou religieuses, elle traite principalement des cas d'acteurs très politisés, tels que les minorités en quête de reconnaissance (2). Cette réduction entraîne une confusion : la politisation de ces acteurs est si manifeste qu'elle occulte la question de la nature et des modalités de leur diplomatie et il est difficile, dès lors, de cerner ce qui différencie cette dernière d'autres concepts tels que les relations ou les mobilisations transnationales ou encore les logiques de patronage ou de cooptation par les États (3). Mehmet Karasu, Aytuğ Atıcı et les autres députés alaouites arabes du CHP, par leur positionnement vis-à-vis de leur appartenance religieuse et par leurs activités dans les relations turco-syriennes, incitent à se poser la question suivante : que reste-t-il de la diplomatie d'un acteur religieux lorsqu'on en retire la référence identitaire ?

Pour combler cette lacune conceptuelle, Paul Sharp livre une définition pertinente de la diplomatie comme activité sociale, indépendante de la nature de l'acteur qui la pratique. Pour lui, la diplomatie consiste en l'ensemble des activités dont l'objectif est de gérer les séparations – « *the management of separateness* » (4). En effet, « partout où il y a des groupes, la relation entre ces groupes diffère des relations au sein du groupe » (5) et gérer cette différence signifie autant la réguler que l'entretenir. Ainsi, selon P. Sharp, les diplomates accordent une valeur morale au « fait pluriel » (« *plural fact* ») (6). Si les acteurs mentionnés ont évidemment d'autres incitations, d'ordre individuel ou social notamment, leur souci d'établir ou rétablir un dialogue, de favoriser la connaissance et les relations entre la Turquie et la Syrie est manifeste. Fondé sur des séjours de terrain réalisés entre 2015 et 2019 (7), cet article s'intéresse à la diplomatie des Alaouites arabes de Turquie, plus particulièrement à un niveau de cette diplomatie,

(2) Sur la diplomatie des minorités, voir Hamit Bozarslan, *La Question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

(3) *Id.*

(4) Paul Sharp, *Diplomatic Theory of International Relations*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2009.

(5) Paul Sharp, « Diplomacy in international relations theory and other disciplinary perspectives », in P. Kerr et G. Wiseman, *Diplomacy in a Globalizing World, Theories and Practices*, Oxford, Oxford University Press, 2013. p. 64.

(6) Paul Sharp, *Diplomatic Theory of International Relations*, *op. cit.*

(7) Des séjours à Lattaquié en Syrie, Hatay, Mersin, Istanbul et Ankara en Turquie.

celui qui consiste à gérer les séparations entre deux autres entités, soit les États et sociétés civiles turque et syrienne, dans un contexte de rapprochement (2002-2011), puis de rupture (depuis 2011). Ces activités forment un « pont » entre la Turquie et la Syrie, dont il faut, outre ses modalités, expliciter trois dimensions : son articulation avec l'identité et le groupe alaouite arabe, sa fonction dans les relations turco-syriennes et son interaction avec les deux États concernés.

ÉVITER LA POLITISATION DE L'IDENTITÉ ALAOUTITE
ET PACIFIER LES RELATIONS TURCO-SYRIENNES

La présence des Alaouites en Turquie est due d'abord à des migrations du XIX^e siècle, d'habitants de Lattaquié et Homs, vers la ville portuaire de Mersin, pour des raisons économiques. Ensuite, elle relève d'un événement historique : l'annexion en 1939 du *Sancağ* d'Alexandrette (*Hatay ilhakı*) par la Turquie. Une majorité des habitants reste en Turquie et obtient la nationalité turque. L'autre partie rejoint la Syrie, où ils sont aujourd'hui encore appelés les *Liwâ'ıyyûn*, référence au *Liwâ' Iskandarûn*, golfe d'Alexandrette.

La diplomatie alaouite défie plusieurs prénotions. D'abord, elle n'est pas le fait d'« entrepreneurs identitaires » et comprendre son articulation à la question religieuse nécessite une approche plus fine. Ensuite, elle ne saurait être réduite à des pratiques pilotées par un patronage syrien : le rapport de ce dernier aux Alaouites en Turquie est très différent de celui entretenu avec ceux du Liban par exemple, puisqu'il témoigne, jusqu'au début des années 2000, d'une forme de distanciation. Comprendre la nature, le rôle et les motivations des diplomates alaouites nécessite alors de revenir sur l'organisation des Alaouites arabes en Turquie d'une part et sur leur rapport à la Syrie et aux relations turco-syriennes d'autre part.

Les Alaouites arabes en Turquie témoignent de ce qu'on peut qualifier de multi-positionnement identitaire et social. Ce dernier consiste d'abord en une loyauté vis-à-vis de l'État turc, qui peut s'expliquer de deux manières. Tout d'abord, il y a le contexte de l'annexion de 1939 et la reconfiguration qui s'opère alors au sein de l'élite alaouite. Les militants nationalistes arabes, l'élite « moderniste », à l'image de Zaki al-Arsûzi, qui a fait ses études à la Sorbonne avant de fonder la Ligue d'action nationaliste arabe (*'usbat al-'amal al-qawmi*) pour s'opposer au mandat français et au projet kémaliste dans le *Sancağ*, sont contraints à la fuite. La voie est alors laissée libre à une élite plus traditionnelle, celle des grandes familles de *cheikhs* et des propriétaires terriens. D'après l'historien Hakan Mertcan, malgré les politiques d'assimilation parfois agressive de l'État turc nouvellement implanté (8), une grande majorité d'Alaouites suit alors le message prodigué

(8) Hakan Mertcan, *Türkiye Modernleşmesinde Arap Aleviler, Tarih Kimlik Siyaset*, Adana, Karahan Kitabevi, 2014.

par cette élite : il faut accepter la nationalité turque et montrer sa loyauté vis-à-vis de la Turquie. Le *leadership* des Alaouites est alors revendiqué par la famille Eskiocak, grande lignée de *cheikhs*, et la famille Cilli. Un membre de la première devient ainsi maire kémaliste de Harbiye, village à majorité alaouite à proximité d'Antakya, dès 1939, tandis qu'Abdullah Cilli enchaîne les mandats parlementaires entre les années 1950 et 1970, avec des étiquettes DP (Parti démocrate), puis CHP et enfin AP (Parti de la justice), soit les partis au pouvoir au niveau national. La remise en question de cette élite, avec l'émergence d'une personnalité comme Mehmet Aslan, figure populaire élue député CHP en 1969, et le succès des partis d'extrême gauche auprès de certains dans les années 1970 ne remettent généralement pas en question cet impératif de loyauté et d'adhésion aux idées universalistes du champ politique turc. La référence identitaire, qu'elle soit religieuse ou régionale, est ainsi systématiquement omise, au profit de la laïcité kémaliste ou même du socialisme révolutionnaire.

Pour comprendre ce positionnement et l'évitement d'une politisation identitaire, il est également nécessaire de recourir à un angle plus anthropologique. La doctrine alaouite se construit autour d'une dichotomie entre une dimension visible, le *zâhir*, qui correspond à l'ensemble des croyances communes à tous les musulmans, et une dimension ésotérique, le *bâtin*, constitué d'interprétations symboliques, au centre desquelles se trouve la déification partielle d'Ali Ibn Abi Tâlib, le cousin du prophète Mahomet. À la manière de Fuad Khuri, il faut relever l'influence de cette dichotomie sur le mode d'intégration des Alaouites au champ politique turc. En effet, étant garants de l'interprétation et de la transmission des savoirs ésotériques, les *cheikhs* précédemment cités sont appelés à se retirer des affaires « temporelles » (*dunyawî*), qui sont laissées aux soins de l'autorité politique – Empire ou État – à laquelle ils prêtent allégeance (9). S'il ne faut pas la surévaluer, il est possible, suivant une logique d'« affinités électives » (10), de capter l'influence de cette donnée, surtout dans le contexte turc, où les Alaouites procèdent encore beaucoup au rite de passage religieux, par lequel les jeunes hommes (11) sont initiés aux savoirs secrets. Ainsi, le *bâtin* est la référence particulière, spécifique aux Alaouites, celle autour de laquelle ils se retrouvent, par le biais des *cheikhs*, quand le *zâhir* est la référence générale, par laquelle les Alaouites s'intègrent au reste du champ politique, mais aussi social.

Certains acteurs en particulier se situent quelque part à la liaison du groupe avec les autres secteurs sociaux et constituent des réseaux importants, mêlant des individus et des ressources aussi bien internes qu'externes au groupe. Ces acteurs, à l'image de Mehmet Karasu, des personnalités politiques du CHP ou encore d'hommes d'affaires membres

(9) Fuad I. Khuri, *Imams and Emirs: State, Religion, and Sects in Islam*, Londres, Saqi Books, 1990.

(10) Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003 (1964, 1^{re} éd.).

(11) Les femmes sont exclues de ces pratiques.

du TÜSIAD, syndicat influent du commerce et de l'industrie en Turquie, restent soucieux de préserver leur positionnement au sein du groupe. Ainsi, certains d'entre eux n'hésitent pas à inciter leurs fils à prendre part aux rites de passages, tout comme il n'est pas rare de voir des *cheikhs* influents, à l'image d'Ali Yeral, dans l'entourage des députés CHP. De plus, ces individus ont parfois recours à une forme de *takiye* (12) en public et dans leurs interactions avec des institutions extérieures au groupe : ils dissimulent leur identité aussi bien religieuse que linguistique. Enfin, les ressources captées à l'extérieur du groupe peuvent être mises à disposition du réseau alaouite. Ainsi, nul besoin de politiser l'identité pour que cette dernière soit présente dans les motivations et les relations des acteurs diplomatiques ; de plus, l'évitement de la politisation peut être un enjeu en soi. L'arrivée d'Erdoğan représente à ce titre un dilemme important pour les Alaouites, principalement les acteurs religieux, qui sont incités à se politiser de deux manières : pour s'opposer à son idéologie, souvent perçue comme islamiste et hostile aux Alaouites, ou au contraire pour répondre à la politique de dialogue interculturel lancé par le gouvernement et symbolisé par l'« ouverture démocratique » (*demokratik açılım*) de 2007. À ce titre, les critiques sont souvent dures lorsqu'un *cheikh* s'éloigne un peu trop de l'impératif de discrétion, à l'image de propos tenus à l'égard d'Ali Yeral, qui a la réputation d'être un *cheikh* très politique : « La communauté alaouite n'a pas à être rendue publique comme cela. Les *cheikhs* n'ont rien à faire dans la politique. » (13)

L'enjeu dépasse les intentions des acteurs alaouites. Une dynamique plus générale de polarisation identitaire compromet ainsi le multi-positionnement social précédemment décrits. La polarisation identitaire peut être comprise comme un durcissement des frontières identitaires au sens de Fredrik Barth (14), soit le moment où les statuts identitaires et sociaux se superposent et où les premiers déterminent les seconds.

Les relations turco-syriennes sont une variable fondamentale de ces dynamiques de polarisation de l'environnement domestique et régional. Au fil des années 1970, la lutte entre l'extrême gauche et l'État est très importante, jusqu'au point culminant que représente le coup d'État de Kenan Evren de 1980, qui opère un durcissement très fort vis-à-vis des militants, qu'ils soient communistes ou marxistes ou membres du PKK d'Abdullah Öcalan. Un certain nombre de ces militants parvient à fuir les tribunaux ou parfois même les prisons turques pour se rendre en Syrie, où ils vont trouver l'asile et, pour certains, un patronage politique de la part du régime. Parmi ces militants se trouvent un Alaouite dont le nom est souvent revenu lors des entretiens : Mihraç Ural, Ali al-Kayyâli en arabe. Ural est le fondateur en 1975 du Front de libération du golfe

(12) Référence à la dissimulation légitime en Islam.

(13) Entretien avec un *cheikh*, Antakya, 18 juillet 2015.

(14) Fredrik Barth (dir.), *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*, Long Grove, Waveland Press, 1998.

d'Alexandrette (*Jabhat tahrîr liwâ' Iskandarûn*), milice radicale qui prône un retour de la région à la Syrie et auquel s'associe le mouvement plus large des *Acilciler* (littéralement « ceux qui créent de l'urgence »), groupe socialiste révolutionnaire. En 1978, Ural est arrêté et en 1980, il parvient à s'enfuir en Syrie. Là-bas, il tente d'abord de se rapprocher des fortes personnalités *liwa'iyûn*, comme Wahib al-Ghânim, co-fondateur du parti Baath et résident à Lattaquié. Suite au refus de ces derniers de s'allier avec lui, il sollicite l'aide du régime syrien (15). Il poursuit ainsi ses activités miliciennes, aux côtés du régime contre les Frères musulmans en Syrie, ou encore sous le commandement de Georges Habache (Front populaire de libération de la Palestine) dans la guerre civile libanaise.

Ce soutien du régime des Assad à un groupe classé comme terroriste en Turquie et la politique plus générale de patronage syrien vis-à-vis des milices antiturques, comme le PKK, dont le *leader* Öcalan est également recueilli par la Syrie durant cette période, provoquent une forme de sécurisation de l'identité alaouite en Turquie et incitent certains acteurs à prendre position. En 1995 par exemple, alors que les tensions turco-syriennes sont à leur comble, un groupe d'industriels et d'hommes d'affaires alaouites rend visite au président Süleyman Demirel pour lui réaffirmer la loyauté des Alaouites à son égard. Mihraç Ural est ainsi un bon indicateur de la nature des relations turco-syriennes et des tensions éventuelles autour de l'identité alaouite en Turquie : lorsque les relations entre les deux pays se pacifient après l'arrivée de l'AKP au pouvoir, il est assigné à résidence par les renseignements syriens, en signe de bonne volonté. Le retrait de ces acteurs conflictuels et l'amélioration des relations turco-syriennes laissent ainsi la place à des acteurs d'un autre type, ceux du rapprochement entre les deux pays et les deux sociétés civiles.

La diplomatie alaouite qui débute alors est liée au groupe religieux tout en évitant sa politisation et participe au rapprochement turco-syrien tout en maintenant une distance vis-à-vis du régime des Assad.

CONSTRUIRE UN PONT ENTRE LA SYRIE ET LA TURQUIE : ACTEURS ET PRATIQUES DE LA DIPLOMATIE ALAOUITE JUSQU'EN 2011

Soutenir que le rapprochement turco-syrien des années 2000 a été lancé par les Alaouites de Turquie est plus qu'exagéré, mais éliminer complètement leur rôle est tout aussi erroné. Cette section analyse les acteurs et les pratiques du pont alaouite à partir du rapprochement amorcé en 2002 (16) et l'apport diplomatique de ce dernier.

Lorsque l'AKP accède au pouvoir en 2002, les relations turco-syriennes sont dans un entre-deux. Le passé conflictuel a trouvé son terme avec les accords d'Adana signés en 1998 entre les deux pays. Pour autant, si

(15) Entretien téléphonique avec Mihraç Ural, 30 novembre 2015.

(16) Ce rapprochement devient effectif en 2004 par le traité de libre-échange entre les deux pays.

les relations sont apaisées, elles restent assez pauvres : après une longue période de désintérêt de la Turquie pour le Moyen-Orient, de patronage par le régime syrien de certains entrepreneurs identitaires comme Abdullah Öcalan et le PKK, les mécanismes manquent pour pouvoir traduire la volonté de réconciliation de R. T. Erdoğan et Bachar el Assad en une dynamique de rapprochement dense et durable. En effet, outre les séparations politiques citées, une importante séparation cognitive existe alors entre les deux pays. Elle consiste en une connaissance tronquée et un manque d'information entre les deux entités. Cela peut se traduire par un manque de personnel compétent, qui maîtrise la langue et qui possède une bonne culture générale sur l'autre pays, ou par un changement net dans les relations, qui nécessite l'acquisition de nouvelles compétences et d'autres formes de connaissance. En effet, gérer les périodes de conflit et les blocages dans les négociations ne nécessite pas les mêmes outils que les périodes de rapprochement, cela, d'autant plus quand ce rapprochement implique fortement les sociétés civiles.

Cette séparation cognitive se manifeste alors de différentes manières dans les relations turco-syriennes. Côté turc, il est question de sortir de la posture atlantiste privilégiée jusqu'alors, assortie d'une distance vis-à-vis des voisins arabes, pour appliquer la politique de « profondeur stratégique » (*stratejik derinlik*) d'Ahmet Davutoğlu, largement tournée vers le Moyen-Orient en général, la Syrie en particulier. À ce revirement stratégique s'ajoutent un *turnover* partiel au sein de l'administration, au profit de fonctionnaires plus proches de l'AKP et de ses alliés, et la montée en puissance de nouveaux acteurs dans la fabrication de la politique étrangère turque : les *think tanks* pro-Erdoğan, SETA (Foundation for Political, Economic and Social Research) et ORSAM (Center for Middle Eastern Strategic Studies). Ainsi, de l'aveu d'un conseiller d'A. Davutoğlu sur la période, « [l]a politique syrienne de la Turquie à partir de 2002 reposait sur un paradigme général, mais manquait de personnel compétent sur l'État ou la politique syrienne » (17).

Côté syrien, le problème se pose autrement. Si une partie du régime pouvait revendiquer une certaine expertise concernant les militants identitaires violents, principalement kurdes mais aussi alaouites, qui trouvent asile en Syrie après le coup d'État de 1980, la majorité des acteurs officiels de la politique étrangère syrienne était tenue à l'écart des relations avec la Turquie avant 2002. Ainsi, jusqu'en 1998, le « dossier turc » (*al-malaf at-turki*), est aux services de renseignements extérieurs, notamment à Rafiq Gharîb, originaire du *Liwâ'*, ou encore aux acteurs du régime qui gèrent les relations avec les milices, comme Rifaat et Jamîl, frères de Hafez el Assad (18). Lorsque les relations se normalisent, un

(17) D'après les mots d'un conseiller anonyme d'Ahmet Davutoğlu.

(18) Entretien avec Abdul Halim Khaddam, ancien vice-président de la Syrie, Paris, 23 janvier 2015

changement doit s'opérer dans la diplomatie syrienne, laquelle doit passer d'un canal informel, secret, à un canal officiel.

Certains acteurs alaouites ont pu combler en partie ce décalage cognitif, notamment au sein du personnel diplomatique turc. Par exemple, le Consulat turc fraîchement installé à Lattaquié, ville du littoral syrien, est confié à Nezih Abdullah, Alaouite originaire de Hatay. Ce dernier, maîtrisant l'arabe et connaissant très bien la région de la côte syrienne, disposait des compétences nécessaires pour un tel poste. À noter que du côté syrien, un diplomate de la période est également originaire du *Liwâ'*, il s'agit de Safwân al-Ghânim, consul de Syrie à Istanbul en 2008-2009.

Cet apport cognitif ne s'observe pas seulement au niveau des corps diplomatiques, mais aussi, au sein de différents secteurs de la société civile, notamment dans le journalisme. Musa Özoğurlu est à ce titre une personnalité particulièrement intéressante. Originaire de la ville de Mersin, il déménage en Syrie en 2007 pour, dit-il, « inciter [son] fils à apprendre l'arabe » (19). Il s'installe alors à Jableh, avec sa famille, car sa grand-mère paternelle réside dans cette ville à majorité alaouite, proche de Lattaquié. Après trois années de journalisme *freelance* et des collaborations ponctuelles avec différents médias turcs, TRT (Turkish Radio and Television), la principale chaîne officielle du pays, lui propose de fonder le bureau de son canal arabe à Damas. Quelques mois plus tard, ces bureaux sont inaugurés, en présence de Bachar el Assad et Recep Tayyip Erdoğan.

Une autre initiative peut être relevée, celle de Mehmet Karasu, déjà mentionnée plus tôt. En 2003, celui qui est alors président de la section de Hatay du syndicat des écrivains turcs prend conscience de l'absence de coopération entre les deux pays en termes de promotion de la littérature : « Nous nous sommes rendu compte que nous connaissions très peu les écrivains syriens en Turquie. Si nous prenons l'exemple du poète Adonis, ses œuvres n'étaient pas traduites directement de l'arabe, mais des traductions françaises vers le turc [...] Nous voulions traduire directement de la langue originale. Avant que nous entreprenions ce projet, il n'y avait rien. Nous sommes les premiers à avoir invité des écrivains syriens en Turquie » (20).

Par les traductions d'œuvres d'écrivains syriens et par l'invitation de « plus de trois cents écrivains syriens » à partir de 2003, l'Amicale des écrivains turco-syriens comble ainsi ce vide et participe d'un rapprochement cognitif entre les deux pays. Ce rapprochement ne concerne pas seulement les écrivains : lorsqu'une délégation (*heyet*) syrienne rend visite à M. Karasu, elle comprend aussi d'autres acteurs, des syndicalistes d'autres branches ou des parlementaires, à l'image de Khaldûn Qasâm, député de Lattaquié, qui participe à plusieurs voyages. Ces derniers ne se déroulent pas uniquement à Hatay, mais aussi à Ankara, Istanbul, et, le plus souvent,

(19) Entretien avec Musa Özoğurlu, Istanbul, 10 janvier 2019.

(20) Entretien avec Mehmet Karasu, Antakya, 17 juillet 2015.

M. Karasu organise des visites auprès de personnalités officielles turques, les préfets et les maires des villes en question. Cette pratique, celle du partenariat binational ou de l'amicale (*dostluk*), est significative dans la diplomatie alaouite. Comme le révèle M. Karasu, d'autres syndicats de Hatay suivront son exemple, les avocats et les médecins notamment. C'est également un Alaouite, Fuat Çay, député CHP de Samandağ (Hatay), qui va créer, en 2006, l'Amicale parlementaire turco-syrienne.

Outre le décalage cognitif, ces partenariats témoignent d'une autre forme de séparation gérée par le pont alaouite, que nous qualifierons de structurelle. Comment, en effet, établir de telles initiatives, entre deux sociétés civiles longtemps tenues à l'écart l'une de l'autre par le contexte tendu des relations étatiques et entre lesquelles existent très peu de réseaux de relations interpersonnelles ?

Par leur positionnement, les Alaouites ont pu gérer cette séparation, en comptant, notamment, sur des réseaux personnels ou familiaux. Il est important de noter que le plus souvent, il s'agissait de réseaux non pas effectifs, mais latents, pour deux raisons. D'abord, les relations en question ne sont pas toujours des relations de premier degré, mais des liens par alliance ou des proches au deuxième degré. Certains ont même découvert qu'ils avaient des proches de l'autre côté de la frontière, ainsi que s'en souvient M. Karasu : « Quand nous avons invité le président de l'union des écrivains de Lattaquié, il a appris qu'il avait un oncle à Samandağ ! ».

De plus, quand bien même certains habitants de Hatay avaient gardé des relations avec des proches habitant à Lattaquié par exemple, les visites restaient exceptionnelles et, d'une manière générale, une distance est entretenue entre les Alaouites arabes de Turquie et la Syrie. Dès lors, il ne s'agit pas tant d'une activation du réseau que d'une réactivation. Fuat Çay, par exemple, député emblématique d'une ville à la frontière entre les deux pays, arabophone, pouvait se prévaloir non seulement d'une légitimité intellectuelle sur les questions syriennes, mais aussi compter sur un réseau important à la croisée des deux pays, dont faisait notamment partie Hüsnü Mahalli, journaliste syrien vivant en Turquie et qui a servi d'intermédiaire entre Çay et les parlementaires syriens. C'est également par le biais d'une relation familiale que Mehmet Karasu a pu fonder son Amicale en 2003. Pour la créer, il explique s'être rendu à Damas avec son épouse, chez les proches de cette dernière, qui les ont menés au président du syndicat des écrivains syriens (*ettihâd al-kuttâb al-'arab*). Celui qui a servi d'intermédiaire est Fa'îz Isma'îl, personnalité significative chez les *Livâ'iyûn* et leur principal relais avec le régime syrien. En effet, F. Isma'îl a été plusieurs fois ministre et était le président du Parti des unionistes arabes, l'un des partis autorisés au sein du « front national progressiste » en Syrie (21). Il est, surtout, celui qui a porté à la connaissance de Hafez

(21) Ce front regroupe les partis officiels syriens.

el Assad la situation des Alaouites arabes en Turquie et qui l'a encouragé à établir des aides à leur égard dans les années 1970.

Cette séparation structurelle ne consiste pas seulement dans l'absence de réseaux denses entre les deux pays, mais aussi dans les différences, l'hétérogénéité des structures syriennes et turques. Par la présence de proches tels que Fa'iz Isma'il, les Alaouites ont pu gérer cette différence, en particulier le contrôle très fort de l'État syrien sur sa société civile.

MAINTENIR LE PONT ET PRÉSERVER LES RIVES :
LE PONT ALAOUITE DANS LE CONFLIT SYRIEN

Les ruptures diplomatiques occupent une place étonnement réduite en Relations internationales, comme si le travail du spécialiste de la diplomatie s'arrêtait au moment où deux États rompaient leurs relations. Or l'approche privilégiée dans cet article et les activités précédemment décrites incitent à concevoir une rupture diplomatique non pas seulement comme le renvoi de personnel ou la fermeture des ambassades et consulats, mais comme un fait social dont l'impact est significatif sur les activités, les imaginaires et le rapport à l'espace des populations concernées. Pour les Alaouites, la rupture de l'été 2011, soit le moment où Recep Tayyip Erdoğan, voyant sa proposition de médiation rejetée par Bachar el Assad, rompt totalement les relations avec ce dernier, est un événement, au même titre que la fermeture de la frontière entre les deux pays en mai 2013.

Le conflit syrien et la position turque à son égard présentent deux risques pour les Alaouites. En effet, la décision de 2011 s'accompagne de deux autres décisions de la politique étrangère turque : le soutien à l'opposition syrienne et l'accueil de réfugiés. L'interprétation des débuts du conflit syrien et de la position turque par les Alaouites en Turquie a déjà été analysées ailleurs (22). Ici, il est nécessaire de retenir que, d'après cette dernière, la politique turque s'apparente, d'une part, à une ingérence en Syrie et, d'autre part, à un soutien envers les militants islamistes radicaux, d'autre part. La vague de réfugiés syriens est ainsi reçue avec beaucoup de suspicion, ces derniers se trouvant parfois qualifiés de « visiteurs de l'ombre » (23), soit de militants islamistes infiltrés parmi les réfugiés.

Le traitement du conflit syrien comme une question intérieure est critiqué par différents acteurs et qualifié tantôt de projet impérialiste américain dont la Turquie serait un « sous-traitant » (taşeron), tantôt d'une trahison de l'idéal kémaliste de non-ingérence. De plus, beaucoup s'inquiètent fortement de la proximité de groupes radicaux comme *al-Nusra*, qui bénéficieraient d'un soutien de la Turquie. À ce tournant de la politique étrangère turque s'ajoute le risque d'une nouvelle sécurisation de

(22) Aghiad Ghanem, *Les Alaouites de Turquie dans les relations turco-syriennes : une diplomatie de résilience*, Paris, L'Harmattan, 2017.

(23) « Hatay sokaklarında 'karanlık' misafirler ! » (A Hatay, des invités « de l'ombre »), *Milliyet*, 25 août 2012.

l'identité alaouite, avec la réémergence de Mihraç Ural, qui fonde en 2012 la milice Résistance syrienne (*al-muqâwama al-sûriya*) et est accusé, en mai 2013, d'avoir commis les attentats de Reyhanlı, qui font cinquante-trois morts dans cette petite ville de la région de Hatay. À cela s'ajoutent les propos d'A. Davutoğlu au Parlement, qui, à la suite des manifestations de septembre 2012 à Antakya contre la politique turque en Syrie, accuse les organisateurs – alaouites – d'être des soutiens de Bachar el Assad. Enfin, les manifestations de Gezi, très importantes à Antakya, notamment dans le quartier alaouite d'Armutlu, et les interactions violentes avec la police font dire à l'essayiste Hamide Yiğit qu'« [i]l y a une campagne de répression [baskı] contre les alaouites » (24).

Pour les diplomates du pont alaouite, l'enjeu est alors de préserver le positionnement complexe du groupe, en résistant aux dynamiques de polarisation identitaire à l'œuvre au niveau national et régional. Maintenir le pont diplomatique alaouite, c'est en fait en préserver les deux rives étatiques, comme le montrent les propos du député Mehmet Ali Ediboğlu : « La politique d'ouverture d'Erdoğan est à l'origine de la venue des islamistes, qui sont un danger pour la sécurité non seulement à Hatay, mais aussi pour toute la Turquie [...] Le gouvernement se comporte en Syrie comme s'il était chez lui, sa politique d'ingérence [*müdahale*] a un impact direct sur la Turquie. Il faut revenir aux fondamentaux de la politique étrangère turque. Revenir à la maxime de Mustafa Kemal "paix pour la patrie, paix dans le monde" [*yurтта sulh, dünyada sulh*] » (25).

Le pont alaouite suit alors deux modalités. La première consiste en une tentative par les acteurs d'entretenir les partenariats précédemment décrits et de poursuivre leurs activités de dialogue turco-syrien. Par exemple, en mai 2013, l'Amicale de Mehmet Karasu organise dans la ville d'Urfa un festival auquel se rend une délégation syrienne. Abdullah Gül, alors président de la Turquie, est également invité à cet événement et M. Karasu se fait l'intermédiaire entre lui et les artistes et responsables syriens présents. Le conflit syrien n'arrête pas les activités de M. Karasu comme relais entre les sociétés civiles turque et syrienne, puisqu'il tente également d'établir en 2015 un partenariat scientifique entre l'Institut de recherche sur les populations arabes du Moyen-Orient (*Arap Enstitü*), fondé à Hatay, et des universités syriennes.

Une autre activité émerge, même si elle était déjà latente avant le conflit : il s'agit des visites de délégations du CHP au président syrien Bachar el Assad. La première de ces visites a lieu le 4 septembre 2011 et est présidée par Faruk Loğoğlu, vice-président du parti en charge des affaires étrangères. Si cette visite est validée par la direction du parti, ce sont bien les députés de Hatay qui en sont les initiateurs, en particulier les deux députés alaouites Mehmet Ali Ediboğlu et Refik Eryılmaz. Toute

(24) Entretien téléphonique avec Hamide Yiğit, 18 janvier 2016.

(25) Entretien avec Mehmet Ali Ediboğlu, Antakya, 16 juillet 2015.

l'équipe du CHP de Hatay (*Hatay örgütü*), y compris les députés non alaouites, a joué un rôle prédominant dans la position du CHP sur la Syrie et c'est depuis Hatay que la relation est établie avec l'État syrien, par l'intermédiaire d'un relais originaire du Liwâ' en Syrie (26).

Après cette première prise de contact, les députés en question ont reçu un fax de la présidence syrienne les invitant à se rendre en Syrie lorsqu'ils le souhaitaient. La délégation se rend alors en Syrie en passant par le poste frontière de Kassab. Après s'être rendue dans plusieurs villes du pays, elle se rend à Damas pour y rencontrer le président du Conseil du peuple syrien et Bachar el Assad. L'objectif est alors, d'après l'un des participants, non pas de soutenir ce dernier, mais de renouer avec l'idée d'une diplomatie entre deux États. À l'occasion des discussions, Bachar el Assad rappelle sa considération pour le peuple turc et déplore que le premier ministre R. T. Erdoğan ne souhaite plus dialoguer avec la Syrie (27). De plus, le président syrien aurait tenu à ce que tous les députés s'expriment en turc, y compris M. A. Ediboğlu et R. Eryılmaz, tous deux arabophones. Outre cet enjeu de représentation et de redéploiement des relations entre les deux pays, l'objectif des députés CHP est également de faire un rapport sur la situation syrienne, qui sera envoyé par la suite à la direction du parti et au ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu.

Une seconde visite retient l'attention, celle du député R. Eryılmaz en novembre 2012. Le contexte a changé depuis la première. Cette fois-ci, le député de Samandağ se rend à la tête d'une délégation non autorisée par la direction du parti. L'ambiguïté des raisons de cette visite et sa position de plus en plus radicale sur le conflit syrien vaudront un rappel à l'ordre à ce dernier. Cet événement est l'illustration des rivalités grandissantes entre l'équipe de Hatay, constituée des députés de la région, du président de la section régionale du parti et des maires, et la direction nationale, autour du conflit syrien. Kemal Kılıçdaroğlu, président du parti, montre en effet des réserves quant à la poursuite d'un dialogue avec le président syrien. Ces tensions aboutiront finalement au retrait des investitures, en vue des élections de 2015, aux quatre députés CHP du mandat 2011 : M. A. Ediboğlu, R. Eryılmaz, H. Akgöl et M. Dudu (28).

Les deux derniers cités participent à la dernière délégation du CHP en Syrie, menée par H. Akgöl en mars 2013. Dans cette délégation, à laquelle participe aussi la députée d'Istanbul Şafak Pavay, l'implication des Alaouites est très marginale, avec la seule participation d'Aytuğ Atıcı, député de Mersin. Ce dernier, lorsqu'il répond aux journalistes, réitère la volonté du CHP de se positionner comme un pont entre les peuples syrien et turc et insiste sur le fait que ce dernier est maintenant établi de manière durable : « Cela fait un moment que la question de comment se rendre

(26) Entretien avec Hasan Akgöl, Antakya, 7 novembre 2018.

(27) Entretien avec Hasan Akgöl.

(28) Entretien avec Refik Eryılmaz, Samandağ, 8 novembre 2018.

en Syrie ne se pose plus et le président syrien a insisté sur le fait que l'invitation était ouverte, que nous pouvions nous y rendre quand nous le souhaitions. » (29)

Finalement, le pont est solidement établi, au point qu'il n'y ait plus besoin, semble-t-il, des premiers intermédiaires alaouites... Ce pont rencontre toutefois plusieurs limites, aussi bien au sein du groupe alaouite, qui voit émerger des stratégies plus identitaires à partir de 2013, en contradiction avec la diplomatie décrite ici, que dans ses interactions avec les États.

OBSTRUCTIONS ET EXPULSIONS :
LES INTERACTIONS DU PONT ALAOUITE
AVEC LES ÉTATS TURC ET SYRIEN

Jusqu'à présent, le caractère fonctionnel des activités diplomatiques alaouites dans les relations turco-syriennes a été quelque peu pris pour acquis. Cette section finale propose de préciser cette dimension, en suggérant qu'il est nécessaire de distinguer la fonction objective des perceptions et usages opérés par les différents acteurs, en particulier les États. Pour filer la métaphore, ce n'est pas parce que le pont est effectivement construit que les acteurs vont l'employer tel quel : ces derniers peuvent y mettre des obstacles, voire parfois en expulser les Alaouites pour mieux se l'approprier.

Une obstruction du pont diplomatique alaouite par les États peut être identifiée à plusieurs reprises dans la période de temps étudiée, aussi bien avant qu'après 2011. En particulier, au moment du rapprochement entre les deux pays, une partie des acteurs de la politique étrangère et des renseignements syriens a pu montrer des réticences, voire empêcher la participation des Alaouites arabes de Turquie au rapprochement entre les deux pays. Alors qu'une délégation de doyens d'universités rend visite à l'université Tishrîn de Lattaquié en vue d'établir des partenariats, Mahmûd Sa'îd, alors professeur à Tishrîn, se souvient : « Une délégation avec des représentants de soixante universités turques, dont celle d'Antakya, est venue à Lattaquié (en 2008). Avant cela, nous n'avions pas de relations avec ces universités [...]. Mais lorsque nous étions en train d'établir les accords de partenariat, nous avons reçu des ordres d'au-dessus, nous disant : "vous pouvez lancer des partenariats avec les cinquante-neuf autres universités, mais pas avec celle d'Antakya". Le président de l'université d'Antakya était alaouite..., mais on ne pouvait même pas lui parler ! » (30)

Il est difficile d'établir des certitudes quant aux origines d'un tel ordre, mais il concorde néanmoins avec l'idée d'une ambivalence du régime syrien vis-à-vis des Alaouites d'Antakya et la persistance d'une approche

(29) « Esad ile görüşen CHP heyeti Türkiye'ye döndü », *art. cit.*

(30) Entretien avec Mahmûd Sa'îd, ancien ministre des Transports syrien, Lattaquié, 3 août 2019.

sécuritaire vis-à-vis de ces derniers et plus généralement de la question de Hatay. Ainsi, toujours d'après Mahmûd Sa'îd, même au meilleur des relations entre les deux pays, avec l'accord de libre circulation établi en 2009, toute la zone à la frontière de Hatay, entre Kassab et le village de Badrûsiya, était classée « zone frontalière », avec interdiction d'acheter un terrain ou un bien sans l'autorisation du 'amn, la sécurité syrienne. Ainsi, si le régime entend densifier les relations entre les peuples syrien et turc, une tendance à exclure les Alaouites de Hatay de cette dynamique est observable et peut s'expliquer par le souci de gérer les équilibres de population sur la côte syrienne, largement acquise au régime. À ce titre, le fait qu'une grande majorité des Alaouites de Hatay soient *haydaris* est à prendre en compte : dans les équilibres confessionnels et factionnels entretenus au sein des structures étatiques syriennes, ce groupe, qui s'articule historiquement autour d'un courant doctrinal spécifique, est marginalisé. Les *haydaris*, en Syrie, se voient souvent accorder des postes symboliques et éloigner des hautes responsabilités (31). Cette tendance à expulser les Alaouites du pont diplomatique entre les deux pays s'observe également après 2011, au moment de la première délégation CHP qui rend visite à Bachar el Assad. À l'issue de la discussion, le président syrien prend ainsi le député H. Akgöl à part et l'invite à revenir en Syrie, mais cette fois-ci « sans les députés alaouites » (32). Pour le député de Hatay, cela témoigne d'un souci d'« objectivité » du président syrien. Effectivement, la volonté de ce dernier de se servir de ces pratiques dans un objectif de reconnaissance internationale peut être altérée par la perception de ces dernières comme étant le résultat d'une solidarité alaouite...

Du côté turc aussi, une forme de compétition a pu avoir lieu pour avoir la mainmise sur le pont, au niveau de l'Amicale parlementaire turco-syrienne notamment. Fuat Çay raconte qu'à l'occasion de sa création, il reçoit une pression très forte d'un député qui deviendra plus tard ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu. Ce dernier veut prendre la présidence de cette Amicale, demande à laquelle F. Çay se trouve contraint d'accéder (33). De même, au moment où les relations se détériorent, les activités diplomatiques alaouites sont vues d'un mauvais œil par le gouvernement. En particulier, les délégations du CHP sont perçues comme une nuisance importante par le gouvernement. Là aussi, les dynamiques internes à l'État et au champ politique turcs expliquent le discours très dur vis-à-vis de ces pratiques, surtout, comme ce fut le cas en 2012 et 2013, quand le gouvernement n'avait pas été notifié au préalable. Ici, le pont alaouite rencontre un paradoxe : en mimant une diplomatie officielle, les délégations du CHP ont en réalité nui à la politique étrangère turque.

(31) Entretien avec Muhammad Baddûr, *cheikh* alaouite haydari, Lattaquié, 5 janvier 2018.

(32) Entretien avec Hasan Akgöl.

(33) Entretien avec Fuat Çay.

Le décalage de traitement est dès lors intéressant entre ces délégations, et une délégation menée par un autre parti, en 2015 : la visite organisée par Doğu Perinçek et son Parti de la patrie (*Vatan partisi*). Cette visite associe notamment un ancien député AKP en la personne d'Abdüllatif Şener, passé au CHP depuis. La visite de D. Perinçek semble appréhendée différemment par l'État turc ; il n'aurait eu aucun problème avec le gouvernement à ce propos (34). Il faut alors mettre en parallèle cette visite avec la réémergence de l'élite « patriote » (*ulusalci*), soit les hauts officiers de l'armée, à réputation « nationaliste de gauche », pro-Russie et soutenant un retour du dialogue avec la Syrie et l'Iran. Après les avoir combattues à travers les procès *Ergenekon*, les reconfigurations internes et externes à l'œuvre depuis 2015 (35) ont incité R. T. Erdoğan à réhabiliter certaines de ces personnalités, au premier rang desquelles de trouve Doğu Perinçek.

Pour autant, malgré ces limites, il ne serait pas justifié d'exclure l'influence du pont diplomatique dans les relations turco-syriennes et l'importance des Alaouites dans le maintien de ce dernier. Ainsi, les relations entre Mehmet Karasu et les écrivains syriens, si elles s'expriment à présent virtuellement *via* Whatsapp, n'ont pas cessé pour autant et un député alaouite de la législature en cours, Serkan Topal, continue de militer pour un rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Le programme du candidat CHP à la présidentielle de 2018, Muharrem İnce, allait également dans ce sens. En revanche, il est certain que pour que ce pont soit pleinement effectif, d'autres paramètres doivent s'aligner, au niveau des positions des États notamment. Ces réflexions incitent plutôt à concevoir ces activités comme étant partiellement latentes : dans le cas d'un rapprochement turco-syrien, les réseaux précédemment cités pourraient être réactivés pour permettre, comme pendant la décennie 2000, un rapprochement entre les États et sociétés civiles turques.

(34) Entretien avec Doğu Perinçek, Istanbul, 9 janvier 2019.

(35) L'échec des négociations avec le PKK notamment.